

Cote du document: EB 2020/LOT/G.8  
Date: 8 septembre 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

**Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail pour le renforcement des capacités en matière de passation des marchés au sein du portefeuille de projets du FIDA**

**Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

Responsables:

Questions techniques:

**Thomas Eriksson**

Directeur  
Division des politiques et des résultats  
opérationnels  
téléphone: +39 06 5459 2425  
courriel: t.eriksson@ifad.org

Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**

Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et  
relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

**Priscilla Torres**

Conseillère principale en matière de passation des  
marchés  
téléphone: +39 06 5459 2246  
courriel: p.torres@ifad.org

Pour: **Approbation**

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don, telle qu'elle figure au paragraphe 19.

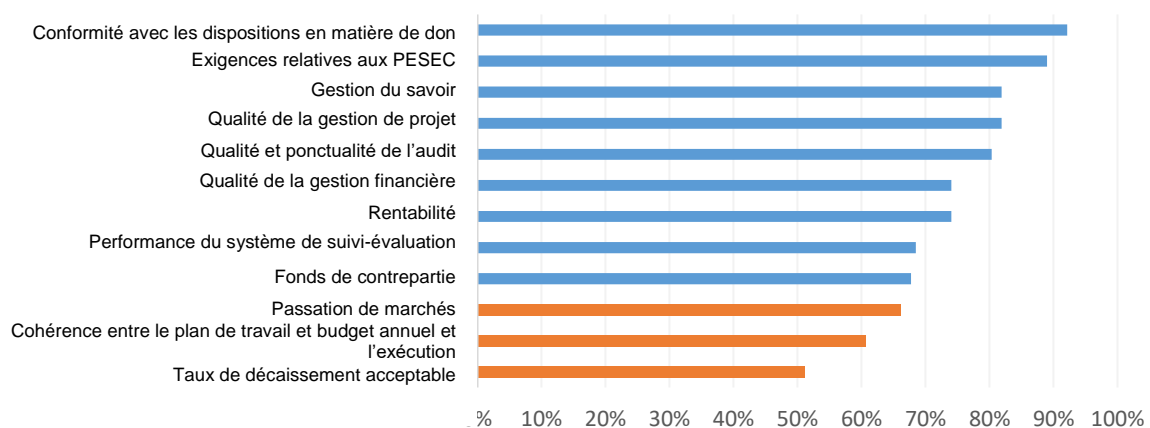
### **I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons**

1. Chaque année, les pays en développement dépensent quelque 820 milliards d'USD dans des opérations de passation de marchés. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, les marchés publics représentent plus de 50% des dépenses publiques et 15% du produit intérieur brut. Dans la mesure où les ressources publiques et les investissements privés sont disponibles en quantités limitées dans les pays en développement, l'utilisation efficiente des ressources est primordiale. La commande publique est le mécanisme par lequel les ressources publiques sont distribuées aux fins de la fourniture d'équipements et de services de base (routes, électricité, eau, soins de santé, établissements d'enseignement) essentiels au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Compte tenu de leur ampleur et de leur importance, les marchés publics offrent aux pouvoirs publics un instrument de politique de premier plan pour améliorer les services publics, constituer une marge de manœuvre budgétaire, créer des emplois et stimuler la croissance du secteur privé. Ces vingt dernières années, les bailleurs de fonds et les pays en développement ont pris conscience de l'importance que revêt la passation de marchés au regard des résultats en matière de développement et ont encouragé la réforme des marchés publics. Le manque de transparence, la corruption et les gaspillages dans les marchés publics ont une incidence directe sur les citoyens. Le coût annuel estimatif de la corruption se chiffre en milliards de dollars (et ne concerne pas uniquement les pays en développement). Lorsqu'il est opérant, le système de passation des marchés publics renforce la confiance que placent les citoyens dans leur gouvernement et l'efficacité du secteur privé. Étant donné l'incidence de la qualité des pratiques de passation des marchés publics, le FIDA s'emploie à promouvoir le renforcement durable des capacités dans les pays emprunteurs/bénéficiaires afin de maximiser les effets et l'impact des actions de développement.
2. Conscientes de l'important rôle joué par les marchés publics, les institutions financières internationales (IFI) s'attachent à renforcer les systèmes de commande publique de leurs emprunteurs/bénéficiaires depuis deux décennies. Grâce à la présente proposition de don, le FIDA entend renforcer durablement les capacités des pays emprunteurs/bénéficiaires en matière de passation de marchés. Le don revêt une forte dimension de bien public, en ce que les savoirs qu'il générera seront conservés dans le pays emprunteur/bénéficiaire.
3. Des mesures s'imposent d'urgence au sein du portefeuille de projets du FIDA, car nombre d'opérations pâtissent de la faiblesse des capacités existantes dans le domaine des marchés publics. L'absence de transparence et l'inefficacité des processus de passation de marchés engendrent des retards ou des carences dans l'exécution des actions de développement. Étant donné que le FIDA met l'accent sur la transformation économique du monde rural, il convient de mettre en place des activités ciblées de renforcement des capacités axées sur le développement agricole et rural. Les activités prévues au titre du présent don s'inscrivent tout naturellement dans le plan d'action du FIDA pour l'obtention plus rapide de résultats et l'augmentation de l'efficacité au niveau des projets, élaboré en vue de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), et appuient de

manière directe la contribution du Fonds au Programme de développement durable à l'horizon 2030 en accélérant l'exécution et en augmentant l'impact<sup>1</sup>.

4. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons adoptée en 2015<sup>2</sup>, en particulier le deuxième objectif (renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires) et le quatrième objectif (générer des savoirs et les partager au profit de l'impact en matière de développement). Il contribue également aux priorités institutionnelles fixées par le FIDA, à savoir "améliorer la performance du FIDA en matière de décaissement" et "promouvoir la transparence et la bonne gouvernance", priorités auxquelles la passation des marchés contribue de manière déterminante. Tant le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) que les autoévaluations du portefeuille ont systématiquement mis en avant les carences constatées dans la passation des marchés dans le cadre des projets et souligné l'importance que revêtent des procédures bien organisées et transparentes de passation de marchés pour l'obtention de résultats en matière de développement. Comme elle l'a indiqué dans sa réponse, la direction accepte cette évaluation et "reconnait que le renforcement de l'efficacité et de l'efficience des processus de passation de marchés dans le cadre des projets constitue une priorité majeure"<sup>3</sup>. Cet engagement est réaffirmé dans le document consacré au modèle opérationnel de FIDA12; et les activités prévues au titre du présent don appuieront directement la réalisation des priorités nouvelles et des engagements pris au titre de FIDA12.
5. La passation de marchés est l'un des trois domaines les moins bien notés parmi les indicateurs de performance globale de l'exécution. Elle a aussi une incidence marquée et directe sur les deux indicateurs les moins performants, à savoir la cohérence entre le plan de travail et budget annuel et l'exécution, et le taux de décaissement acceptable, comme indiqué dans la figure ci-dessous.

Figure 1  
**Pourcentage de projets jugés plutôt satisfaisants ou mieux au regard des indicateurs mesurant la performance globale de l'exécution<sup>4</sup>**



Note: PESEC = Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique.

6. Le bénéficiaire du don a été choisi dans le cadre d'un processus de mise en concurrence lors de la phase de conception du don, conformément à la Politique du FIDA en matière de dons et aux procédures y relatives. Une procédure ouverte de

<sup>1</sup> Le présent rapport s'appuie sur les informations contenues dans le projet de texte du document consacré au modèle opérationnel de FIDA12, disponible à l'adresse suivante: <https://webapps.ifad.org/members/repl/12/2/R>.

<sup>2</sup> Voir le document EB 2015/114/R.2/Rev.1.

<sup>3</sup> Réponse de la direction du FIDA au Rapport annuel 2017 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA: <https://webapps.ifad.org/members/repl/11/03/docs/EB-2017-121-R-9-Add-1.pdf>.

<sup>4</sup> Source: Système de gestion des résultats opérationnels – 28/04/2020. Seuls les projets ayant été notés pour tous les indicateurs concernés ont été inclus dans l'ensemble de données (127 projets).

pré-qualification<sup>5</sup> ayant fait l'objet d'une large publicité a été conduite pour réduire le risque qu'un soumissionnaire n'ait pas les compétences techniques ou les ressources nécessaires pour fournir les services requis. Les soumissionnaires dont le dossier technique a été validé ont été présélectionnés et invités à soumettre une proposition. Les propositions ont été évaluées par une équipe d'experts spécialisés dans la passation de marchés, la formation et la gestion financière, lesquels ont recommandé à l'unanimité que le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail (CIF-OIT) soit retenu comme bénéficiaire.

7. Depuis plus de 50 ans, le CIF-OIT offre des services de formation, d'apprentissage et de renforcement des capacités aux gouvernements, aux organisations de travailleurs et d'employeurs et aux autres partenaires nationaux et internationaux, publics et privés, à l'appui de conditions de travail décentes et du développement durable. Dans le domaine de la gestion de la passation des marchés, le programme de développement durable du CIF-OIT fait depuis plus de 25 ans figure de chef de file dans la mise au point de programmes de formation axés sur les compétences, en collaboration avec la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Commission européenne et d'autres institutions publiques internationales et nationales. Le CIF-OIT propose également plusieurs formations sur le développement rural et local.

## II. Programme proposé

8. La finalité du programme est de renforcer les capacités dans le domaine des marchés publics, sur la base des meilleures pratiques internationales, afin de disposer de processus transparents, efficaces et rentables de passation de marchés dans les projets du FIDA, contribuant à l'amélioration de l'exécution des projets, du décaissement et des résultats en matière de développement. Les objectifs sont les suivants: faire passer à la catégorie de risque inférieure l'évaluation des risques liés à la passation des marchés dans le cadre des projets du FIDA; augmenter de 30% le nombre de projets clôturés dans les délais prévus dans l'année suivant la fin des activités de formation financées par le don (année 3+1); et réduire de 30% le nombre de recours admis contre les décisions d'attribution des marchés financés par le FIDA dans la deuxième année suivant l'achèvement des activités de formation (année 3+2). Le présent don cible l'ensemble des pays comptant des projets en cours (185) ou en préparation (55) au moment de la conception du don. Chacun des projets du FIDA sera couvert par les activités de formation et les projets présentant les besoins d'appui les plus pressants seront ciblés en premier.
9. Le groupe cible comprend les membres du personnel clés des projets financés par le FIDA qui sont chargés de la gestion des processus de passation de marchés (groupe cible direct), les responsables de la passation des marchés travaillant pour des projets d'autres IFI et les représentants des communautés rurales (groupe cible indirect). Au moins 200 membres du personnel essentiels des projets du FIDA obtiendront une accréditation complète après achèvement des modules de formation 1 à 3 et 714 places au total seront disponibles pour l'ensemble des modules. Au moins 100 participants d'autres IFI devraient être formés et le programme atteindra quelque 900 individus ciblés de manière indirecte par le biais d'un cours en ligne ouvert à toutes et à tous (MOOC).
10. Outre la formation prévue pour les modules 1 à 3, la proposition de don inclut la création d'un diplôme en commande publique pour le développement agricole et rural. Il s'agit de la première qualification axée sur la passation de marchés qui est élaborée dans le cadre d'une initiative du FIDA. Cette qualification innovante sera proposée par le CIF-OIT pendant toute la durée du don et au-delà, et s'ajoute aux modules 1 à 3 et à d'autres initiatives de renforcement des capacités financées par le FIDA. Pour obtenir leur diplôme, les participants doivent s'inscrire à un quatrième

<sup>5</sup> L'appel à manifestations d'intérêt a été diffusé sur la plateforme *United Nations Development Business*, le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies et le site web du FIDA.

module dans le cadre du don (soit une formation assurée par le FIDA, notamment dans le cadre du Programme relatif au suivi-évaluation rural ou à la gestion financière, soit un cours dispensé par le CIF-OIT) et remettre un mémoire de fin d'études inspiré de problématiques professionnelles réelles.

11. La proposition de don prévoit l'adoption de mesures concrètes permettant d'intégrer efficacement les thématiques du genre et de la jeunesse. La passation de marchés étant un domaine à prédominance masculine, le programme s'attachera à faire en sorte qu'il y ait 30% de femmes parmi les participants à la formation et s'efforcera de: i) réserver des places à de jeunes professionnels de la passation de marchés, si possible; ii) constituer un vivier de jeunes participants à haut potentiel et leur offrir un accompagnement supplémentaire au travers des différents modules, jusqu'à l'obtention de leur diplôme; et/ou iii) accorder une attention particulière aux activités de suivi par des tiers afin de garantir l'inclusion des organisations de jeunes et de femmes et des jeunes et/ou femmes cadres. En outre, les modules de formation proposés comprendront des cours théoriques et des études de cas sur: i) les procédures d'achats durables, ce qui englobe des thèmes tels que la création d'emplois pour les jeunes et les femmes et la promotion de solutions d'achat écologiquement durables et climatiquement rationnelles; ii) des projets et programmes de développement agricole et rural mettant l'accent sur les aspects liés à l'égalité des sexes et aux jeunes.
12. Le programme sera exécuté sur une période de trois ans et comprendra les composantes suivantes: i) stratégie de renforcement des capacités et mise au point du programme d'enseignement sur la passation de marchés (dans toutes les langues officielles du FIDA); ii) exécution des activités de renforcement des capacités au profit de membres du personnel clés chargés de la passation des marchés et reproduction à plus grande échelle pour étendre les activités à d'autres IFI; iii) exécution des activités de renforcement des capacités au profit de tiers; iv) apprentissage et durabilité.

### **III. Effets/produits escomptés**

13. Les effets escomptés de ce programme sont les suivants: i) amélioration de la gamme de compétences des responsables clés chargés de la passation des marchés et d'autres parties participant aux achats dans des projets financés par des IFI, afin d'obtenir l'accréditation des équipes chargées de la passation des marchés dans le cadre des projets; ii) transparence accrue des projets d'investissement faisant la promotion de l'agriculture paysanne.
14. Les produits escomptés sont les suivants: i) le personnel de projet du FIDA a recours à un référentiel de savoirs public sur la passation de marchés; ii) le personnel de projet du FIDA adhère à une communauté de pratique sur la passation de marchés pour favoriser l'apprentissage continu; iii) le personnel de projet du FIDA renforce progressivement ses capacités et ses compétences jusqu'à atteindre un niveau avancé, sanctionné par une accréditation; iv) les savoirs et les capacités organisationnels sont renforcés dans les pays emprunteurs/bénéficiaires; v) au niveau local, les parties prenantes du développement agricole et rural disposent de capacités et de compétences accrues en matière de suivi de la passation des marchés; vi) l'accès aux directives de passation de marchés et à l'appui connexe est renforcé au sein des projets du FIDA; vii) les IFI, les membres de leur personnel et les bénéficiaires mettent à profit la durabilité des projets et y contribuent.

### **IV. Modalités d'exécution**

15. Le bénéficiaire du don proposé, le CIF-OIT, sera responsable de l'exécution du programme pour une période de 36 mois. Le CIF-OIT supervisera et gèrera toutes les activités du programme et sera responsable de la gestion financière du don. L'avancement du programme sera supervisé par la conseillère principale en matière

de passation des marchés (Division des politiques et des résultats opérationnels) et les responsables principaux de la passation des marchés des divisions régionales.

16. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

## V. Coût et financement indicatifs du programme

17. Le coût total du programme est de 3,327 millions d'USD; la contribution du FIDA sera de 3 millions d'USD sous forme de don. Le CIF-OIT apportera une contribution en nature d'un montant de 327 000 USD, soit 11% de la valeur totale du programme. Le CIF-OIT a beaucoup travaillé avec d'autres IFI et se rapprochera des IFI œuvrant dans le secteur du développement agricole et rural pour explorer les possibilités de cofinancement des activités de formation. Son objet étant unique, le présent don pourrait donner lieu à la mobilisation de ressources supplémentaires pour une reproduction à plus grande échelle des résultats.

Tableau 1

### Coût par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>CIF-OIT</i>	<i>Total</i>
1. Stratégie de renforcement des capacités et mise au point du programme d'enseignement sur la passation de marchés	251	64	315
2. Exécution des activités de renforcement des capacités au profit des membres du personnel clés chargés de la passation des marchés et reproduction à plus grande échelle pour étendre les activités à d'autres IFI	2 072	84	2 156
3. Exécution des activités de renforcement des capacités au profit de tiers	116		116
4. Apprentissage et durabilité	158		158
<b>Sous-total</b>	<b>2 597</b>	<b>148</b>	<b>2 745</b>
Coûts de gestion du programme	181	179	360
Frais généraux	222		222
<b>Total</b>	<b>3 000</b>	<b>327</b>	<b>3 327</b>

Tableau 2

**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement<sup>6</sup>**

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>CIF-OIT</i>	<i>Total</i>
1. Traitements	983	260	1 243
2. Frais de voyage et indemnités	279		279
3. Frais de consultants	269		269
4. Formation	1 247	67	1 314
Frais généraux	222		222
<b>Total</b>	<b>3 000</b>	<b>327</b>	<b>3 327</b>

18. **Planification d'urgence dans le contexte de la COVID-19.** Le démarrage de la formation est envisagé pour 2021. Il sera peut-être nécessaire de dispenser la totalité des composantes de la formation en ligne, compte tenu de l'évolution de la pandémie. Face à un tel scénario, le CIF-OIT a communiqué des informations financières détaillées relatives à la ventilation des coûts associés, notamment concernant les efforts supplémentaires à consentir pour l'adaptation et la traduction du programme d'enseignement, mais ce scénario déboucherait sur des économies nettes, qui s'expliquent par la suppression des frais de voyage. Il serait également possible de recommencer les formations en présentiel à tout moment de la période d'exécution du programme. La situation étant très changeante, le plan d'exécution sera ajusté en fonction de l'évolution de la pandémie dans le monde. La réalisation d'éventuelles économies et la possible mise en place de nouvelles activités seront soumises à l'approbation du FIDA.

## VI. Recommandation

19. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le renforcement des capacités en matière de passation des marchés au sein du portefeuille de projets du FIDA, accordera un don d'un montant de trois millions de dollars des États-Unis (3 000 000 USD) au CIF-OIT pour une durée de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo  
Le Président

<sup>6</sup> Les traitements couvrent les dépenses de salaire des cadres et du personnel administratif du CIF-OIT; les frais de voyage et indemnités englobent les frais de voyage et les indemnités journalières de subsistance des formateurs; les services de consultants recouvrent les services de traduction et les honoraires des formateurs; la formation comprend les frais de voyage des participants, leurs frais de séjour et d'hébergement, ainsi que les locaux et les matériels de la formation.

# Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Greater development impact and results through efficient use of public funds, institutional strengthening, corporate governance and capacity-building in public procurement systems	IFAD11 “Impact at Scale” is facilitated by enhanced performance across VFM indicators in the Results Measurement Framework starting Y3.	IFAD Reports	
<b>Objectives</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Enhanced performance in public procurement and improved procurement outcomes.</li> <li>– Greater development impact and transparency for investment of projects focusing on ARD.</li> <li>– Decreased overall fiduciary risk of the IFAD portfolio.</li> <li>– Upgraded skills or bridged skills’ gap of those directly or indirectly involved in procurement as they perform their tasks more effectively and efficiently through tailored training.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Numbers of successful appeals in IFAD-funded procurement is reduced by 30% in the year following the project(Y3+1); 40% in the second year following the project (Y3+2).</li> <li>– Supervision ratings of procurement improve on average by 0.5 points (out of 6) during Y3, 0.75 points during Y3+1 and 1 point by Y3+2.</li> <li>– Procurement risk assessment is reduced by one level in Y3+1 on average across IFAD’s portfolio.</li> <li>– At least 200 Beneficiary staff certified by Y3; 250 by Y3+1; and 300 by Y3+2.</li> <li>– At least 30% of certified Beneficiary persons are females.</li> <li>– At least 30 ITP participants to modules that are not IFAD-sponsored by the end of Y3.</li> <li>– At least 25 trainers trained by the end of Y3.</li> </ul>	<p>IFAD projects’ procurement review reports</p> <p>IFAD MTE and FE reports</p> <p>COSOP/CSN/PCN/PRM starting 2022</p> <p>Project Reports and project portal</p> <p>Project Reports and project portal</p>	<p>The targets assume no negative interference by exogenous factors</p> <p>“</p> <p>“</p> <p>The numbers assume successful sustainability of the project</p>
<b>Outputs and Outcomes</b>	<p><u>OUTCOMES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Improved skill-base of key procurement staff and other parties involved in procurement in IFI-funded projects to achieve certification of project procurement teams.</li> <li>– Increased transparency of investment projects promoting smallholder agriculture.</li> </ul>	<p><u>OUTCOMES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– At least 1 procurement staff of each Borrower/Recipient Entity is certified in procurement within the three years.</li> <li>– 100% of procurement notices using International Competitive Bidding are advertised in the IFAD website through UNDB and 100% of the resulting contract awards are uploaded.</li> </ul>	<p>Project progress reports, Procurement Review (during Supervision mission), documented on the BUILD PROC website</p> <p>IFAD project procurement website</p>	<p>Risk mitigation measures succeed in motivating participation in Certification and Diplomas</p> <p>The targets assume no negative interference by exogenous factors</p>



	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	<p><u>OUTPUTS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– IFAD Borrower staff have recourse to a public knowledge base on procurement</li> <li>– IFAD Borrower staff join a community of procurement practice for continuous learning</li> <li>– IFAD Borrower staff progressively build their capacities and competencies to advanced levels including certification</li> <li>– IFAD Borrowers’ organizational knowledge and capacity is increased</li> <li>– ARD stakeholders at the local level have increased capacity and competence to monitor procurement</li> <li>– Access to procurement guidance and support is increased in IFAD projects</li> <li>– IFI’s, their staff and Beneficiaries capitalize on and contribute to project sustainability</li> </ul>	<p><u>OUTPUTS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– The knowledge repository is populated online in year 1 and updated at least twice per year</li> <li>– The online CoP has at least 200 registrations from IFAD Borrower staff</li> <li>– At least 200 and 30 staff receive full modules Certification and Diplomas respectively; at least 50% of CoP registered members actively contribute to the CoP</li> <li>– The total number of procurement noncompliance is progressively reduced (20% in Y2; 30% in Y3)</li> <li>– At least one ARD third party is engaged in C3 per country; At least 75 participants are trained within project period</li> <li>– Access to knowledge repository as measured by number of clicks increases (500 Y2; 1,000 Y3)</li> <li>– At least one IFI commits to on-board the initiative starting Y3</li> </ul>	<p>Progress Reports and Portal</p> <p>Progress Reports and CoP platform statistics</p> <p>Progress Report and CoP platform statistics</p> <p>IFAD mission reports (monitoring, support, evaluation, etc.)</p> <p>Progress Reports</p> <p>Knowledge Repository platform statistics</p> <p>Course registrations and Minutes of Meeting</p>	<p>n/a</p> <p>Beneficiary/Recipient entities encourage and motivate staff to join CoP</p> <p>Beneficiary/Recipient entities encourage and motivate staff to be certified and contribute to CoP</p> <p>The targets assume no negative interference by exogenous factors</p> <p>Selected ARD TP’s support the project by nominating staff and motivating and empowering them</p> <p>n/a</p> <p>IFI interest and will to on-board may be threatened by own plans</p>
<b>Key Activities by Component</b>	<p><u>COMPONENT 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– IFAD’s priority areas and regions are agreed</li> <li>– Borrower staff needs and competencies are collected and analyzed</li> <li>– Third party organizations and participants are identified</li> <li>– A fit-for-purpose capacity-building strategy is developed along with certification scheme</li> <li>– Courses are developed, in a fit-for-purpose manner at various levels</li> </ul>	<p><u>COMPONENT 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Completed within 3 months from commencement</li> <li>– Needs Analysis is approved within 6 months from commencement</li> <li>– One TP is identified in each country within 6 months</li> <li>– Strategy is completed and receives IFAD’s approval within 9 months from commencement</li> <li>– Courses matrix and full elaboration is approved by IFAD within Y1</li> <li>– Platform is online in month 6 and generates access, user, course, etc. data</li> </ul>	<p>Project Progress Reports</p> <p>BUILD PROC Platform and its statistics</p> <p>Course Calendar</p> <p>Course Evaluation Reports</p> <p>Minutes of Meeting</p> <p>IFAD deliverable approvals</p>	

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<ul style="list-style-type: none"> <li>– BUILD PROC online platform is developed and populated with a wealthy knowledge repository</li> </ul> <p><u>COMPONENT 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Certification process and Diplomas are designed and publicized</li> <li>– Courses are rolled out and continuously updated</li> <li>– Certifications and Diplomas are rolled-out and granted to eligible participants</li> </ul> <p><u>COMPONENT 3</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Third party courses are developed in a fit-for-purpose manner</li> <li>– Third party courses are rolled out and continuously updated</li> </ul> <p><u>COMPONENT 4</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Lessons and synergies with PRiME, AVANTI and FM Cap. Building are established</li> <li>– BUILD PROC online platform is accessible and continuously updated</li> <li>– Alliances with other ARD IFI's are planned and negotiated</li> <li>– On-boarding of other IFI and Gov sponsored participants commences</li> </ul>	<p><u>COMPONENT 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– After approval by IFAD in Y1, immediate publication on portal</li> <li>– At least 4 courses are publicized per region starting Y1 (Q4)</li> <li>– At the end of Y3 at least 630 module participations certified (approx.: 208 M1, 222 M2, and 200 M3)</li> </ul> <p><u>COMPONENT 3</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Course full elaboration is approved by IFAD within Y1</li> <li>– At least 1 TP course is rolled out per region (total 5, 15 participants each)</li> </ul> <p><u>COMPONENT 4</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Starting Y2, at least one online link and one course link with each initiative is established</li> <li>– 2 major updates per year; 500 visitors Y2 and 1,000 Y3.</li> <li>– At least 3 IFI's are approached for negotiations</li> <li>– At least 1 IFI officially supports the initiative by Y3 and starts delegating trainees</li> </ul>		